

LA FINANCE FÉMINISTE

Briefing pour le Sommet Finance en Commun (FiC)



© Annabelle Avril / WECF

Co-rédigé par la Women's Environment and Development Organization (WEDO), Women Engage for a Common Future (WECF), Heinrich Böll Stiftung Washington D.C., et Equidad de Genero : Ciudadania, Trabajo y Familia.

**9-12
Novembre
2020**

L'essentiel

Dates : 9-12 Novembre 2020

Sites web: [[Finance en commun](#)] [[Programme des événements](#)] [[Intervenants](#)]

Qu'est-ce que le sommet "Finance in Common" ? [L'Agence française de développement \(AFD\)](#), avec le soutien du secrétaire général des Nations unies, du président français Emmanuel Macron et de la présidence de la COP26, organise le premier sommet mondial des banques de développement, Finance in Common (FiC), qui réunit 450 banques publiques de développement (dont des banques multilatérales de développement, des banques régionales et nationales de développement et des organismes de crédit à l'exportation). Ensemble, ces banques contrôlent plus de 2 000 milliards de dollars de fonds publics par an. Des chefs d'État, des représentants d'institutions financières privées et d'organisations de la société civile y participent également. L'événement vise à "souligner le rôle crucial des banques publiques de développement (BDP) pour réconcilier les réponses contracycliques à court terme avec les mesures de relance durable qui auront un impact à long terme sur la planète et les sociétés".

Cela fait-il partie d'un processus multilatéral existant ? Malheureusement non. Finance in Common est un événement "d'ambition et de mobilisation", tout comme le sont les Sommets sur le climat et autres initiatives ad hoc gouvernementales. Régulièrement soutenues par les Nations unies, ces résolutions viennent renforcer l'action mondiale en dehors des processus multilatéraux plus larges. Le FiC vise notamment à "soutenir l'action commune en faveur du climat et les objectifs de développement durable des Nations unies" et il est présenté comme "une étape clé dans la préparation des événements cruciaux de 2021, notamment la COP26 (changement climatique), la COP15 (biodiversité) et le Forum sur l'égalité des générations (égalité des sexes)".

Quels sont les risques ? En tant qu'organisations féministes, représentante de la société civile, nous notons avec prudence que ces événements se différenciant des cadres internationaux classiques, caractérisés par un certain niveau d'engagement et de procédures de révision, peuvent attirer l'attention et alimenter un processus plus direct, responsable, transparent et participatif. Cela donne aux initiatives motivées par des intérêts particuliers, l'éclat d'une légitimité multilatérale plus large normalement réservée aux processus de négociation. L'idéal serait d'appeler à une confiance renouvelée dans les Nations unies et les processus multilatéraux démocratiques afin que les petits Etats puissent également avoir leur mot à dire. Toutefois, dans une période où le multilatéralisme est attaqué et où de nombreux processus intergouvernementaux sont bloqués, il est possible que ces initiatives puissent donner un nouvel élan aux engagements existants, mais seulement si elles sont gérées attentivement, totalement transparentes et participatives.

Pourquoi est-ce important ? Il est grand temps d'examiner en profondeur la manière dont les instruments de financement internationaux et les banques publiques de développement échouent à respecter les engagements de l'accord de Paris et d'autres cadres, tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations unies. Ceux-ci exigent en effet de réformer les systèmes économiques et financiers pour réparer les inégalités existantes. Il est nécessaire de définir le rôle essentiel que les banques de développement peuvent et doivent jouer pour assurer une reprise juste qui soit centrée sur les droits humains, l'égalité de genre et la santé de la planète. Le sommet peut être l'occasion de réfléchir et de discuter de l'importance de respecter les normes internationales en matière de droits humains et de valoriser le rôle et la responsabilité du secteur public dans la reprise durable après la pandémie.

Y a-t-il des moments "axés sur le genre" dans le Sommet ? L'égalité des sexes est un thème transversal à tous les aspects du financement public. [Le 12 novembre, trois événements](#) peuvent servir de point de départ pour faire passer le message que **tous les financements des banques publiques de développement devraient protéger et promouvoir les droits humains internationaux, être sensibles au genre et compatibles avec le climat en se concentrant non seulement sur la manière de financer, mais également sur ce qui est financé, en donnant la priorité aux investissements et aux modes de financement qui protègent intrinsèquement contre de possibles violations des droits humains, et qui ciblent et réparent les discriminations et les inégalités systémiques de genre, ainsi que les crises climatiques.** Voici les événements à noter :

1. "Les banques de développement en tant qu'acteurs du changement vers l'égalité de genre". L'événement abordera "le rôle et l'impact des banques de développement pour la réalisation de l'égalité des sexes décrite dans l'ODD 5 et pour la promotion d'un financement inclusif et durable pour des politiques qui intègrent le genre".
2. "L'investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité". Il est axé sur "un investissement social plus important et de meilleure qualité, en particulier dans les infrastructures, dans le cadre d'une réponse intégrée à la crise de Covid-19, à l'urgence climatique et à l'augmentation des inégalités sociales".
3. "Le Financement de systèmes alimentaires durables : les banques publiques de développement catalysant de nouveaux modèles de développement". Cet événement porte sur la manière de placer le secteur agricole et alimentaire "sur une voie plus durable, plus productive et plus inclusive, en accord avec les ODD".

Ces thèmes devraient refléter la contribution cruciale du travail, de l'intendance et des connaissances des femmes ainsi que les inégalités basées sur le genre et les autres formes d'inégalité dans ces domaines. L'investissement social et les infrastructures publiques doivent intégrer le genre et être axés sur les soins et les moyens de subsistance. Les banques publiques de développement doivent s'engager ensemble à financer des infrastructures qui permettent une transition juste et équitable en sortant des énergies fossiles tout en garantissant la fourniture de services essentiels. De même, le financement des systèmes alimentaires doit permettre la mise en place de stratégies de justice climatique et de souveraineté alimentaire. Il faut prioriser le financement de l'agroécologie, des petites paysannes et la valorisation des connaissances traditionnelles et autochtones, qui sont cruciales pour maintenir la biodiversité et la sécurité alimentaire et s'éloigner des pratiques agricoles nuisibles et non durables. Ces stratégies devront à leur tour être adaptées aux besoins des hommes et des femmes et permettre aux communautés qui soutiennent nos systèmes alimentaires de redistribuer le pouvoir et les ressources, notamment par l'accès à la propriété foncière, l'utilisation et le contrôle des terres.

La Finance Féministe

Pourquoi une approche féministe ? Une approche féministe de la finance est vitale pour ce monde équitable et durable que le Sommet Finance en Commun (FiC) s'engage à soutenir. Une vision féministe remet en question le statu quo pour repenser les systèmes et faire émerger les possibilités d'une transformation inclusive et durable.

Que recouvre une approche féministe ? Une économie féministe rejette fondamentalement les modèles non durables centrés sur la croissance : le féminisme reste incompatible avec le néolibéralisme. L'investissement féministe incite à un changement de paradigme, en s'appuyant sur un financement adéquat et équitable. Cela suppose que les mesures de réponse à la pandémie de COVID-19 et aux multiples crises interconnectées du climat, de la biodiversité et de la pauvreté s'attaquent aux injustices et aux inégalités structurelles économiques et sociales. L'ordre mondial post-COVID doit construire une coopération internationale plus forte, fondée sur les droits humains. Les pays développés doivent remplir leurs obligations existantes dans le cadre des multiples processus internationaux des Nations unies tels que le Financement du Développement, la CCNUCC et les Objectifs de Développement Durable, afin de soutenir financièrement les pays en développement et de respecter le principe du pollueur-payeur. Les pays développés doivent de toute urgence augmenter les provisions financières sous forme de subventions d'une manière prévisible, adéquate, transparente et responsable.

Voici quelques exemples qui soulignent la nécessité d'une approche féministe :

- Dans le monde entier, les femmes jouent un rôle essentiel dans les réponses de terrain à la crise COVID-19, en assurant la résilience et la sécurité alimentaire.
- La pandémie a [considérablement affecté des secteurs](#) où les femmes représentent une grande partie de la main-d'œuvre, tels que la santé et les soins sociaux, le travail domestique et le secteur informel.
- Les exigences accrues en matière de soins non rémunérés et de travail domestique ont [largement pesé sur les femmes](#), qui assument déjà de manière disproportionnée la charge des soins et du travail domestique.
- Alors que la crise climatique a déjà fait croître le nombre de mariages précoces, la crise de COVID-19 risque de provoquer [2.5 millions de mariages précoces additionnels](#) au cours des cinq prochaines années.

Quelles sont les leçons à tirer de la pandémie et des crises du climat et de la biodiversité ? La crise de COVID-19 a révélé encore davantage les liens existants entre les crises et l'efficacité des approches holistiques que les mouvements féministes et populaires intersectoriels encouragent. Les axes de transformation pour lutter contre le chaos climatique impliquent également une action immédiate dans tous les secteurs, afin de permettre des ajustements de cap substantiels sur le long terme. Alors que les écosystèmes sont de plus en plus perturbés et dévastés, nous menant à un monde invivable et imprévisible, l'impératif de protéger les ressources de notre planète et de veiller à ce qu'elles contribuent à un avenir meilleur devient de plus en plus évident.

Ces enseignements confirment la pertinence d'une approche intégrée et féministe de l'investissement, qui aborde les problèmes de manière systémique et permet d'obtenir des résultats à long terme. Prendre en compte ces leçons peut changer fondamentalement les modèles de financement pour faire émerger de meilleures opportunités d'investissement qui génèrent des impacts plus importants et plus durables.

Perspectives

- Les investissements dans les systèmes de protection sociale, les services et infrastructures publiques sensibles au genre, ainsi que dans les emplois du secteur public sont des investissements qui **renforcent les sociétés et produisent des bénéfices globaux à long terme**, y compris en période de stress, et qui [luttent efficacement contre la pauvreté et la vulnérabilité](#).
- Les investissements dans l'éducation, les soins et la santé contribuent à un "[effet de durabilité à long terme grâce aux retours d'investissement sur le capital humain](#)" et **atténuent les disparités plus efficacement que les investissements pansements** dans des domaines tels que la construction.
- L'efficacité des investissements n'est pas mesurée par des données à court terme sur les sommes investies, les émissions de carbone réduites ou les emplois temporaires créés : elle est visible dans la **capacité à long terme à continuer à réduire les gaz à effet de serre, maintenir les emplois avec des salaires décents et réduire les inégalités**, en garantissant la capacité d'adaptation aux chocs ainsi qu'aux événements à évolution lente.
- **Les investissements doivent contribuer à changer le système, sinon ils ne suffiront pas à assurer une reprise résiliente ni une réelle ambition climatique** : c'est l'occasion de suivre les recommandations du [rapport spécial du GIEC 1.5°C](#) qui affirme que "l'intensification et l'accélération des mesures ambitieuses d'atténuation climatique, à plusieurs niveaux et de manière intersectorielle, ainsi qu'à travers des actions d'adaptation graduelles et transformatives" peuvent réduire les effets du changement climatique.

Propositions féministes sur le financement à l'intention des banques publiques de développement et des gouvernements

→ *Augmenter et réorienter les ressources vers des initiatives transformatives qui se recentrent sur le développement durable et s'alignent sur une trajectoire de 1,5°C :*

- Augmenter les financements sous forme de subventions plutôt que de prêts, afin de développer et renforcer les systèmes nationaux de protection sociale et la fourniture de biens et services publics, en mettant l'accent sur le travail de soins.
- Appliquer des taxes spéciales sur les devises spéculatives à court terme et autres transactions financières, les gains en capital excessifs et la concentration de la richesse.
- Promouvoir une fiscalité équitable, transparente et progressive qui s'attaque à la fraude et à l'évasion fiscale des multinationales et des grandes fortunes, et introduire la déclaration d'impôts pays par pays (DCEP) pour toutes les sociétés transnationales.
- Annuler l'ensemble de la dette souveraine des pays en développement.
- Réduire et réorienter les budgets militaires nationaux et mondiaux.

→ *Corriger les pratiques économiques, commerciales et de développement injustes et non durables :*

- Intégrer l'évaluation de l'impact distributif des programmes de développement et des investissements afin de ne pas exacerber les inégalités économiques et sociales.
- Suspendre et réaliser des évaluations ex post des accords bi-, pluri- et multilatéraux sur le commerce et les investissements, afin de s'assurer qu'ils protègent l'intérêt public en matière de droits du travail, de protection de l'environnement, de droit à la santé et d'autres domaines qui ont été touchés par les clauses de règlement des différends entre investisseurs et États.

- Interdire le lobbying des entreprises et l'influence induite sur les réponses des gouvernements à la COVID- 19 et mettre un terme à l'inflation artificielle.

→ *Investir dans le changement de système, en s'attaquant aux inégalités et en construisant un ordre mondial résilient :*

- Augmenter les investissements publics dans le secteur de la santé, les services de soins et l'éducation et renoncer à la privatisation et aux partenariats public-privé (PPP).
- Fournir un financement directement accessible, à des conditions très favorables aux communautés locales, aux Peuples autochtones, jeunes, LGBTQI, groupes féministes et de défense des droits des femmes.
- Mettre les droits humains et les communautés locales au centre de tous les programmes d'investissement pour le développement.
- Intégrer les connaissances et les solutions traditionnelles autochtones en matière d'atténuation et d'adaptation au climat et apporter un soutien et des avantages directs aux populations autochtones et aux communautés locales en respectant leur consentement libre, informé et préalable (CLIP).

Qu'est-ce qui n'est pas une approche féministe ?

- **Ne considérer le genre qu'à travers des investissements partiellement ou entièrement identifiés comme étant en faveur de l'égalité des sexes** ou de l'autonomisation des femmes, même si le nombre de ces investissements sous ces marqueurs d'égalité des sexes est en augmentation. Les financements féministes sont alignés sur l'ensemble d'un portefeuille et inséparables de tout investissement sous-jacent et ne peuvent donc pas être des "compléments genre" aux approches d'investissement habituelles.
- **"L'autonomisation des femmes" non reliée à la réalisation des droits humains des femmes mais plutôt instrumentalisée comme un "dossier commercial"**, et de même, "l'autonomisation économique des femmes" étroitement axée sur l'entrepreneuriat, la participation au marché libre capitaliste, et qui n'est pas alignée sur les droits économiques, y compris le droit d'organisation et de négociation collective.
- **Le retard pris sur des actions urgentes et nécessaires.** Des engagements trop lointains ne permettront pas d'apporter la correction de trajectoire nécessaire pour maintenir un monde où le réchauffement climatique est limité à 1,5 degrés.
- **Création de silos, séparation des secteurs et des crises.** La pandémie, la crise climatique et la crise de la biodiversité - ainsi que de nombreuses réponses inappropriées aux ravages qu'elles provoquent - ont les mêmes causes profondes. Seules des actions holistiques qui s'attaquent à ces causes profondes permettront de faire face à l'ampleur de ces crises.
- **Donner la priorité aux acteurs privés plutôt qu'à l'accès direct aux communautés locales.** Les organisations de femmes et les communautés locales absorbent la plupart des impacts des crises actuelles, mais mettent également en place les solutions les plus immédiates et les plus durables, tandis que les acteurs privés externalisent leurs impacts environnementaux et économiques négatifs, en affectant ceux qui luttent déjà pour survivre.

Références/Voir aussi

- [Feminist COVID Response Principles](#)
- [Feminist Climate Finance Brief](#)
- [Ending Fossil Fuel Finance](#)
- [African Feminist Macroeconomic Academy](#)
- [Who cares for the future: finance gender-responsive public services](#)
- [The Pandemic and Public Sector](#)
- [A critical review of IMF's advice on female labour force](#)
- [Macro Solutions for Women, the People and the Planet](#)